

**19 décembre 2001**

**Conférence de presse de M. Bernard Landry, premier ministre du Québec, et de M. Jacques Brassard, leader du gouvernement  
Bilan de la session parlementaire**

[ M. Landry:] Bon après-midi, mesdames et messieurs. Notre vie démocratique, dont notre vie parlementaire, au cours des derniers mois, a été profondément marquée par ce qui s'est passé à New York le 11 septembre. C'est notre cas au Québec comme c'est le cas dans pratiquement tous les pays du monde, à divers degrés. Dans le cas d'une économie développée comme la nôtre, une économie nord-américaine comme la nôtre, qui était déjà en train de donner des signes de faiblesse depuis 15 mois, le 11 septembre, évidemment, a rendu plus critique une situation qui n'était déjà pas très rose. C'est la raison pour laquelle le gouvernement, dès le début, a mis beaucoup d'énergie à s'occuper de sécurité intellectuelle, physique, économique et sociale de nos compatriotes. Vous savez que c'est dans cette atmosphère que la session s'est ouverte et que, déjà à ce moment-là, on avait mis en place les comités voulus, nous avons tous les contacts qu'il fallait avec le gouvernement des États-Unis d'Amérique, celui des autres provinces du Canada pour faire triompher en particulier l'idée d'un périmètre de sécurité. Le gouvernement central était réticent au début, mais, après que le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique se soient prononcés, on a vu un déplacement vers ce qui devait se faire. Nous, on l'a fait surtout pour des raisons économiques, puisqu'on voyait s'encombrer nos frontières, s'encombrer nos transports routiers et aériens à cause de la préoccupation de sécurité des personnes.

Donc, cela a influencé énormément un des premiers gestes majeurs de la session dans les tout premiers jours, le budget. À cette occasion, la vice-première ministre et ministre des Finances, qui a présenté un budget très bien reçu, d'ailleurs, a mis surtout de l'avant le plan d'action AGIR autour de trois grands axes d'intervention: soutien à la consommation, 400000000 \$ — c'est une façon de faire tourner l'économie; appui aux entreprises, 525000000 \$ — qui est aussi une de nos marques de commerce, comme vous le savez, notre gouvernement intervient, ce n'est pas un gouvernement libéral; et, enfin accélération des investissements publics dans divers ministères, il y en a pour 3000000000 \$.

En moins de deux mois, parce qu'une des consignes du budget et de l'avis gouvernemental, c'était de faire que les choses arrivent et arrivent vite. En moins de deux mois, des projets d'investissement publics de 935000000 \$ ont déjà été approuvés dans le domaine de la santé. Le Conseil du Trésor, en particulier, a autorisé 692000000 \$ de projet, en éducation, 243. Le ministère des Transports dispose maintenant d'une enveloppe de 400000000 \$, alors on voit, ça bouge sur le terrain, ça bouge dans les villes et les villages. Nous avons aussi, vous l'avez vu, appuyé sur le déclenchement d'investissements majeurs. J'avais pris l'expression: Chauffer le four, bien, chauffer le four, c'est ça que ça décrivait au complet dont les investissements majeurs. Nous avons procédé aux annonces dans les régions concernées, en concertation avec les autorités locales, alors Péribonka, 1000000000 \$; la centrale du Suroît, centrale électrique du Suroît, 1 demi-milliard; Gaspésia, cette semaine, 465000000 \$; Caprion, 100000000 \$; la mise en valeur de Chic-Chocs, 62000000 \$; Bridgestone-Firestone a annoncé aussi cette semaine, 36000000 \$; Société de développement du magnésium, 34000000 \$; Boralex, 36000000 \$, Mont-Laurier, Teknion, 30000000 \$, mais 600 emplois sur la Rive-Sud de Québec; Alumiform, projet de 19000000 \$.

Donc, dans cette logique de chauffer le four, accélération des projets, annonces des projets. Nous

avons également, pour rendre plus fluides les échanges avec notre principal client, l'État de New York, signé une entente, une entente de réciprocité quant aux marchés publics. Alors, le Québec ouvre ses marchés publics à l'État de New York, l'État de New York en fait autant, sauf que la population de l'État de New York est de quelques fois celle du Québec. Alors, ça fait un marché, le nôtre et le leur additionnés, très intéressant pour nos entreprises. Nous avons également, dans la même optique diplomatique mais plus large cette fois-ci, effectué un certain nombre de missions à l'étranger, je peux dire toutes fructueuses, puisqu'il s'agit de l'Europe, Allemagne, Belgique, France, c'est des missions polyvalentes, c'est-à-dire politiques, culturelles, économiques. On a annoncé pour l'Europe seulement des projets totalisant 287000000 \$. Toujours au chapitre de la diplomatie, nous allons tenir au début de 2002, transfrontalier, un forum économique Québec, New York. Alors, à Saint-Jean et à Plattsburgh, des centaines d'entreprises représentées avec le gouverneur de New York, avec moi-même et mes collaborateurs.

Toujours dans les gestes déterminants pour l'avenir, une entente historique entre la nation crie et la nation québécoise par leur gouvernement et leur chef pour d'abord régler un problème de franchise des relations et d'établissement d'un climat fraternel entre les cris et le Québec. Et on l'a bien vu, il faut entendre le chef Ted Moses en parler et les autres chefs amérindiens de tout le Canada, il n'y a pas 50 façons d'établir des rapports harmonieux, il faut d'abord reconnaître ces nations — René Lévesque l'a fait en le proposant à notre Assemblée nationale en 1985 — et il faut par la suite dialoguer, de nation à nation. Alors, avec les Cris, vous le savez, au niveau du traité, au niveau des contrats, ça s'est très bien déroulé. Les échos que nous avons du terrain, encore hier, le chef Ted Moses a fait un inventaire de la situation: au niveau du terrain, ça va très bien aussi. Ça veut dire que non seulement on va pouvoir permettre aux Cris d'être en charge de leur développement, aux Québécois, d'utiliser avec eux et en commun des richesses naturelles importantes, nous allons aussi servir d'exemple pour les rapports avec les autres groupes amérindiens, les autres premières nations du Québec, et si ça peut servir au reste du Canada, tant mieux. Et c'est ce que le chef Ted Moses dit en substance, que le Québec a trouvé la façon de traiter avec les nations aborigènes. Nous avons aussi, après des années de travail difficile et assidu, mis de l'avant une politique de la ruralité. C'est pour ça qu'il y a eu tellement d'émotions quand cette politique a été rendue publique, de la part de Jacques Groulx, en particulier, ça fait des années qu'on essaie d'arrimer une politique de la ruralité. Ça a commencé, il y a trois ou quatre budgets, j'avais lancé l'opération Villages prospères — je ne sais pas si vous vous en souvenez, il s'agissait d'étudier pourquoi certains villages ont un taux de chômage zéro, puis transposer le modèle à d'autres — Jacques Proulx a beaucoup contribué à ça, et ses collaborateurs et les autorités locales, c'est la raison pour laquelle il y a eu un enthousiasme extraordinaire au salon rouge. C'était attendu, c'était voulu, c'était voulu comme ça, ce n'est pas exorbitant, ce n'est pas excessif, mais c'est ciblé. Donc, une espèce de reprise de contact profond avec le milieu rural, avec les aborigènes et aussi avec les orphelins de Duplessis. Un problème lancinant qui, sur le plan humain, était difficile à supporter pour plusieurs personnes qui ont été heurtées par ces événements d'une autre époque, mais il faut vivre avec les conséquences de ses gestes, alors un bon contact, une bonne discussion, un bon épilogue avec les orphelins de Duplessis. Je mentionne aussi qu'à cause d'une crise du logement qui s'est développée... Nous avons déjà une politique de logement social, on avait déjà eu les félicitations du FRAPRU, vous le savez, il y a quelques années à l'occasion d'un budget mais, pour diverses raisons la demande de logements a eu tendance à rendre critique l'écart entre l'offre et la demande, et c'est pour ça que le gouvernement a accéléré la construction et la rénovation de plus de 40000 logements, en accordant, à travers le budget, une aide financière de 500000000 \$. Et, finalement on a prévu 500000000 \$ de dollars afin de créer 5000 places additionnelles dans les centres de la petite enfance. Cette politique est un succès, cette politique est exemplaire. La seule ombre au tableau, c'est qu'elle

est dépassée par son succès, alors on a décidé d'accélérer la création des places. Vous avez entre les mains divers documents qui vous parlent de façon plus exhaustive de ce qu'on a fait au cours des derniers mois mais je mentionne qu'on a continué à mettre de l'avant la stratégie de lutte contre la pauvreté, en discussion avec tous les intervenants, nous avons réalisé les fusions municipales consacrées dans leur droit par les cours de justice, nous avons mis de l'avant la politique maritime qui a été très bien accueillie par les intervenants du secteur maritime, de même que la politique de la jeunesse, nous sommes en train de mettre à jour les études Bélanger-Campeau, la commission Séguin est à la phase finale de ses travaux — ça serait déjà fini si M. Séguin n'avait pas été gravement malade — nous avons fait le forum sur le jeu pathologique qui est un succès scientifique et un succès social clair, nous avons continué le rajeunissement de la fonction publique en y faisant participer davantage en particulier les membres des communautés culturelles, la réforme de la carte électorale se fait, les groupes de médecine familiale sont en voie d'être créés, nous avons tenu à Saint-Hyacinthe un forum extrêmement réussi sur l'agroalimentaire et la politique agricole avec les décideurs de ce milieu, nous avons obtenu, ce qui n'est pas négligeable, c'est une bataille gouvernementale, l'obtention des Jeux gais pour Montréal, qui est une immense manifestation internationale.

Donc, comme il m'arrive souvent de le dire, nous sommes contents, nous ne sommes pas satisfaits; on peut toujours faire mieux et beaucoup mieux, et on entend travailler plus fort encore dans les mois et les années à venir pour servir au mieux notre population qui, soit dit en passant, n'a pas l'air mécontente de ce que nous faisons. Diverses enquêtes scientifiques de diverses maisons démontrent avec certitude que les gens apprécient nos travaux. Nos amis d'en face, comme on le dit — puis on insiste plutôt plus sur l'amitié des jours comme aujourd'hui que d'autres jours — n'ont pas eu des performances éblouissantes en Chambre. Vous êtes des experts, certains d'entre vous plus que moi. Donc, ce que je vous dis là, vous le savez d'avance.

Il y a eu aussi une stratégie qui a été développée d'attaques personnelles en Chambre ou à l'extérieur de la Chambre. Là, à un moment donné, ils se sont mis à marteler: Les femmes n'aiment pas Landry. Vous vous rappelez de ça? Tous les sondages démontrent que c'est faux. Ça m'a valu d'ailleurs l'été à rencontrer des milliers de femmes qui disaient: Moi, monsieur, je vous aime. Alors...

[ Des voix: Ha, ha, ha!]

[ M. Landry:] ...des malheurs comme ça, amenez-en!

[ Des voix: Ha, ha, ha!]

[ M. Landry:] Et puis toutes ces femmes-là réunies, quand on regarde les sondages, devaient avoir raison parce que le taux de soutien que j'ai de la population est majoritaire chez les hommes comme chez les femmes. Ils ont fait une chose lamentable en termes «national et d'intérêt public», c'est cette mésaventure de défusion. Ça n'a aucun sens. Quand le chef de l'opposition de Montréal et le maire se lancent avec enthousiasme dans la construction d'une formidable ville et que l'opposition officielle à Québec dit: Si jamais on prend le pouvoir, cette ville sera mise en pièces par les municipalités qui veulent en sortir, c'est une disgrâce. Nous l'avons souligné à quelques reprises, mais les analystes neutres l'ont souligné encore plus que nous.

Leur politique constitutionnelle — je vous l'ai dit à plusieurs reprises, je leur ai dit aussi, là, sans prendre de détour — quand on fait la somme des évolutions constitutionnelles souhaitées par le

Québec depuis 1960, ce qu'ils ont mis sur la table cette année est en bas de tout. Je ne dis pas en dessous de tout pour ne pas être impoli. C'est en bas de toutes les revendications traditionnelles du Québec. C'est une acceptation béate du statu quo et même un recul. Parce que, quand ils disent: nous allons cogérer avec les autres provinces et le fédéral un certain nombre de domaines, c'est un recul parce que Bourassa n'a jamais demandé la cogestion, il avait la gestion et c'était dans la Constitution. Alors, offrir la cogestion, c'est ouvrir la porte à toutes les interventions fédérales dans les domaines de juridiction qui sont les plus sacrés. Nos amis libéraux ne sont pratiquement pas venus non plus au forum sur l'agriculture. Ils ont manqué à un devoir grave de ne pas critiquer le budget Martin, alors que tous les ministres des Finances de toutes les provinces ou presque et tous les premiers ministres de toutes les provinces ou presque, y compris et surtout celui de la plus grosse, l'Ontario qui a la population de la Suède... Les mots employés par le premier ministre de l'Ontario ont dépassé en dureté ceux que Gérard D. Lévesque, et moi-même, et les ministres des Finances du Québec ont employé pour décrire les budgets fédéraux. Il a dit — les anglophones vont apprécier — il a dit: «Crass». Ce budget «is a crass budget». D'après le dictionnaire Oxford, ça veut dire «gross stupidity». Alors, nous, avec nos mots de «fédéralisme dominateur», «impérial», «centralisateur», on a encore un vocabulaire plus doux que celui du premier ministre de l'Ontario. Or, nos amis libéraux n'ont rien dit. Leur critique financière est montée au créneau pour parler du budget fédéral, pas un mot sur cette stratégie d'étranglement qui est pourtant limpide: il s'agit de laisser les provinces s'embourber avec la santé et l'éducation en ne leur donnant pas les moyens pour faire face à la croissance, puis après ça envahir leurs champs de juridiction. C'est élémentaire comme stratégie. Je ne sais pas si c'est «crass», mais c'est «gross». Parce que c'est quoi, ça, dans un système soi-disant fédéral, le gouvernement central qui affame les unités décentralisées pour ensuite envahir leurs juridictions d'une façon plus ou moins subtile comme avec les infrastructures municipales? Enfin, on s'énerve beaucoup sur les sociétés d'État aujourd'hui, depuis quelques jours — vous avez vu — mais, quand les sociétés d'État sont venues à la défense des crédits, on ne leur a pas posé une seule question, on les a regardées de haut. On a voulu plutôt essayer de mettre les ministres à mal sans vouloir vraiment la vérité. Parce que la vérité la plus simple et la plus technique, bien ce sont les gens des sociétés d'État qui peuvent les donner. Alors, voilà ce que j'ai à dire, et mon collègue qui, lui, a suivi de minute en minute les travaux législatifs peut en parler beaucoup mieux que moi. Les choses parlent par elles-mêmes.

[ M. Plouffe (Robert): ...Sophie Langlois.

Mme Langlois (Sophie): M. Landry, quand vous avez signé l'entente historique avec les Cris — le 23 octobre, je crois — vous et M. Moses, vous avez dit dans vos discours formellement: Cette entente finale, l'entente finale sera signée avant la fin de l'année 2001. Les chefs ne se sont pas encore entendu sur le mode de consultation de leur population, donc M. Moses demeure confiant, mais il y a clairement un grain de sable dans l'engrenage, là. Est-ce que vous êtes déçu que cette entente-là ne sera de toute évidence pas signée avant la...]

[ M. Landry:] Non. Je suis réjoui que la nation crie pratique sa démocratie, et c'est une décision démocratique à l'intérieur. Ils n'ont ni nos traditions, ni nos institutions, ni notre nombre. Alors, à leur manière, ils vont appuyer leurs chefs ou ne les appuieront pas. Mais toutes les nouvelles sont à l'effet qu'ils vont appuyer leurs chefs.

[ Mme Langlois (Sophie): Pas d'inquiétude du tout de votre part, non?]

[ M. Landry:] Bien, j'ai énormément confiance au chef Ted Moses et à d'autres grands chefs que j'ai

connus dans le passé et qui sont des gens très influents dans leurs communautés et qui sont également d'accord.

[ Mme Langlois (Sophie): Sur un autre sujet. Il y a un groupe important qui demande au gouvernement de revoir le système électoral pour inclure une notion de proportionnalité. Vous avez clairement dit que votre gouvernement allait étudier sérieusement la chose, mais sans jamais vous engager à changer le système. Les gens qui vous demandent de l'étudier, vous demandent de l'étudier pour changer le système. C'est quoi, votre volonté pour la prochaine session d'apporter des changements au système?]

[ M. Landry:] On trouve que ce serait imprudent de changer le système sans faire les études d'abord. Mais, moi, j'ai toujours été un partisan du changement de système et du changement radical de système. Une république, un régime présidentiel d'inspiration américaine et française ou autre, parce qu'il y a des grandes démocraties présidentielles foisonnent, un système proportionnel, plus ou moins proportionnel, à un tour ou à deux tours. Ça, c'est des choses qu'il faut étudier éventuellement: une chambre des régions, une représentation régionale. Alors, nous sommes résolus d'aller au fond de cette question de la manière à déterminer, mais, dès le début de 2002, il est sûr que nous serons à pied d'oeuvre.

[ Mme Langlois (Sophie): Dans un agenda idéal... Oui, juste pour finir là-dessus...]

[ M. Landry:] C'est pas clair? Je vous dis encore une petite chose....

[ Mme Langlois (Sophie): ...c'est que je voudrais juste savoir si vous voudriez que, dans une prochaine campagne électorale, ça fasse partie de votre programme de soumettre un changement du système.]

[ M. Landry:] Si c'est à ça que le mécanisme qu'on va mettre en marche conclut, très certainement. On écoute pour prendre en compte ce qui s'est dit. C'est pas du tout simple cette affaire-là puis les libéraux le sentent bien aussi. Il y a des gens qui disent: Vous avez eu 43, virgule, quelque pourcent des voix et les libéraux 44, donc vous ne seriez pas au pouvoir. Un instant. Où se seraient reportés les voix de l'ADQ, qui était avec nous du côté du Oui durant le référendum? Alors, personne ne peut dire: C'est clair pour l'un. C'est clair pour l'autre. La cause est entendue. C'est un redéploiement démocratique.

[ M. Plouffe (Robert): Paul. M. Roy (Paul): Oui. M. Landry, tantôt M. Charest nous disait que 2002 doit être une année électorale. Si jamais vous étiez du même avis que lui, est-ce que vous fermeriez la porte à des candidatures d'actuels députés du Bloc québécois?]

[ M. Landry:] Quelle que soit l'année, les bloquistes ont été élus à Ottawa et ils doivent rester à Ottawa. J'en ai discuté longuement avec mon homologue et ami, M. Duceppe, et c'est ce que nous pensons par égard pour la population. Le signal qu'on leur a donné, c'est que les députés du Bloc rentreront au Québec le jour où le Québec entrera à l'Assemblée générale des Nations unies.

[ M. Roy (Patrice): Donc, vous fermez la porte à des candidatures de députés.]

[ M. Landry:] Oui, et pas pour des raisons d'individus, d'hommes et de femmes, il y en a de fantastiques — ce serait même la solution de facilité pour nous — une pépinière extraordinaire, mais

c'est par égard à la population qui les a élus. Et ils ont un mandat difficile, difficile, et ils et elles s'en acquittent et doivent continuer à le faire.

[ M. Plouffe (Robert): Jean Thivierge.

M. Thivierge (Jean): M. Landry, j'ai personnellement vu beaucoup de sessions parlementaires et quelques premiers ministres, et je peux par comparaison dire que ça n'a pas été la plus flamboyante session qu'on a vécue. Avant la session, vos gens dans les cabinets disaient: Le mot d'ordre, c'est: On ne fait pas de vagues. Effectivement, il n'y a pas eu trop de vagues mis à part le budget. On peut difficilement imaginer qu'on peut faire aussi peu, sur le plan habituel législatif, encore pendant beaucoup de sessions. Et, actuellement, le chef de l'opposition attaque sans cesse, et je pense qu'il nous a annoncé qu'il va attaquer encore plus durement votre légitimité dans les prochaines semaines, les prochains mois. Vous allez tenir le coup?]

[ M. Landry:] Bien, d'abord, légitimité, il n'a pas de cause. Il a le droit de faire des coups d'éclat, mais pas de coup d'État. La tradition...

[ M. Thivierge (Jean): Oui, mais c'est peut-être plus sur le fait que vous soyez désigné, premier ministre désigné.]

[ M. Landry:] Comme l'était Daniel Johnson, prédécesseur de M. Charest. Et M. Daniel Johnson, d'ailleurs, il a eu le gouvernement le plus long de l'histoire du Québec, je pense, quatre ans et 11 mois. Ça ne veut pas dire que c'est un modèle, mais ça veut dire que l'histoire n'a pas commencé avec M. Jean Charest. Bon. Et puis, moi aussi, j'en ai vu des premiers ministres, j'en ai vu des sessions, puis il y en a qui sont plus intenses que d'autres parce qu'un gouvernement doit quand même respecter la tranquillité démocratique des gens après avoir imposé des réformes importantes et graves. Et là, on est dans cette phase-là. Dans l'histoire de tous les pays, ils appellent ça des périodes bleues, des périodes rouges. Une période rouge, c'est quand on fait des fusions à Québec, à Gatineau, à Chicoutimi, Jonquière, La Baie et à Montréal. Il faut que les gens prennent leur souffle après, apprécient la pertinence des réformes. Une période rouge, c'est quand, après les déficits pendant 50 ans, on arrive au déficit zéro. Alors, il faut qu'il y ait un rythme, une eurythmie démocratique. Et on avait promis aux gens de faire plutôt la chasse aux irritants, de gérer, d'améliorer des systèmes, d'améliorer les choses, et c'est ce qu'on fait. Et je pense que c'est ce qu'ils veulent parce que, toujours d'après ces études scientifiques, mais qui peuvent ne pas l'être pour une mais qui le sont en groupe, les gens ne souhaitent pas d'élection, les gens ne souhaitent pas d'élection, et puis ils sont satisfaits. Alors, qu'est-ce qu'on peut demander de mieux? Et quand on pense que ce sera dans l'intérêt du Québec de faire des élections, pas dans l'intérêt des libéraux ou dans notre intérêt, on en fera.

[ M. Plouffe (Robert): Michel David.

M. David (Michel): Oui, deux questions, M. Landry. D'abord pour revenir sur le mode de scrutin, je crois me souvenir d'une de vos réponses à l'Assemblée nationale il y a une couple de semaines, que tout partisan que vous soyez d'une proportionnelle, là, plus ou moins, vous ne l'envisagez pas en dehors d'un Québec souverain, hein, est-ce que j'ai bien compris?]

[ M. Landry:] Je pense que c'est chez vous que j'ai lu ça mais ce n'est pas tout à fait ça.

[ Des voix: Ha, ha, ha! M. David (Michel): Ce n'est pas ça? ]

[ M. Landry:] Vous avez raison 95 % du temps mais des fois, des fois non, c'est comme moi d'ailleurs, et... Non. Si on peut trouver une façon d'accommoder un système parlementaire britannique avec une forme de proportionnelle, c'est possible avant la souveraineté. Ce que j'ai dit, par ailleurs, c'est que c'est beaucoup plus facile en régime présidentiel et là, bien, ça ne peut pas être fait avant la souveraineté. La souveraineté facilite les choses mais n'empêche pas une certaine forme de proportionnelle.

[ M. David (Michel): Bon...]

[ M. Landry:] D'ailleurs, René Lévesque l'avait envisagée, vous vous en souvenez, et on n'avait pas la souveraineté, et c'est les députés qui n'en n'ont pas voulu pour diverses raisons.

[ M. David (Michel): Et la deuxième question. Est-ce qu'on doit attendre le remaniement ministériel d'importance en début d'année? ]

[ M. Landry:] Bien, je pense que les gens, ils font bien leur travail, ils travaillent bien. Il se peut que certains veuillent d'autres défis. On va réfléchir à ça durant les fêtes, là. Je ne me mets pas de limitations ni d'objectifs sauf de réfléchir.

[ M. Plouffe (Robert): On va passer en anglais, John et Kevin après. ]

[ M. Landry:] Ah! bon. Mais, moi: Est-ce que vous acceptez que je vous dise du fond du coeur: Joyeux Noël et Bonne année [from the bottom of my heart. Merry Christmas, Happy New Year, Feliz Navidad, Próspero Año y Felicidad.]

[(Fin à 15 h 7)]